

Albert Soboul

Robespierre ou les contradictions du jacobinisme = Robespierre albo sprzeczności jakobinizmu

Annales Universitatis Mariae Curie-Skłodowska. Sectio F, Nauki Filozoficzne i Humanistyczne 17, 17-26

1962

Artykuł został opracowany do udostępnienia w internecie przez Muzeum Historii Polski w ramach prac podejmowanych na rzecz zapewnienia otwartego, powszechnego i trwałego dostępu do polskiego dorobku naukowego i kulturalnego. Artykuł jest umieszczony w kolekcji cyfrowej bazhum.muzhp.pl, gromadzącej zawartość polskich czasopism humanistycznych i społecznych.

Tekst jest udostępniony do wykorzystania w ramach dozwolonego użytku.

Z Katedry Historii Powszechnej Nowożytnej Wydziału Humanistycznego UMCS
Kierownik: prof. dr Juliusz Willaume

Albert SOBOUL
(Paris)

Robespierre ou les contradictions du jacobinisme *

Robespierre albo sprzeczności jacobinizmu

Робеспьер, или противоречия якобинизма

Monstre ou saint?... La ferveur ou la haine se sont particulièrement concentrées sur le personnage historique de Robespierre, le poids de la haine l'emportant largement. Pour s'en tenir au domaine de l'historiographie, on rappellera que la polémique a été particulièrement vive entre Aulard, dont toutes les sympathies allaient à Danton, et Albert Mathiez, fondateur en 1908 de la „Société des études robespierristes”. L'histoire objective de Robespierre a pu être esquissée; son rôle sous la Révolution qu'il incarne dès 1789, n'a pas encore été exactement mesuré. Du moins est-il possible, peu après le deux-centième anniversaire de sa naissance, de retenir quelques points acquis par l'histoire.

I

D'avoir été l'un des plus célèbres chefs de la démocratie française, Robespierre le doit sans doute à Rousseau; mais il le doit aussi à son origine et à son caractère. Né en 1758, il est issu de ce milieu de robins de petite bourgeoisie, qui fournit tant d'hommes à la Révolution: milieu tout naturellement hostile au privilège et à l'aristocratie. Fils d'un avocat peu fortuné, orphelin de bonne heure, boursier grâce à l'évêque de sa ville natale, Arras, Robespierre fit de brillantes études au Collège Louis-le-Grand, à Paris. Il subit particulièrement l'influence de Rous-

* Conférence eue à la séance ouverte de la Société Scientifique de Lublin, le 15 mars 1963.

seau, comme en rendent compte son idéal politique, la force éloquente de sa conviction, ainsi qu'une sensibilité parfois mal contenue.

Revenu à Arras en 1781, Robespierre y vit de son métier d'avocat, gagnant honorablement sa vie, mais restant pauvre. Être pauvre, c'est pour lui se contenter de pourvoir à ses besoins par son travail personnel, sans dédaigner le bien-être, mais sans rechercher le luxe ni l'oisiveté: idéal des classes moyennes, de la petite bourgeoisie en particulier. Robespierre, par son tempérament même, se trouvait d'accord avec les enseignements de Rousseau. Là est sans doute l'une des causes de la popularité de Robespierre: ses goûts et son mode de vie étaient à la mesure de la petite bourgeoisie qui s'est retrouvée en lui.

L'estime de ses compatriotes et la notoriété locale que Robespierre s'était acquises, assurèrent son élection aux États généraux de 1789, comme député du Tiers. Là, il ne se borna pas à combattre les privilèges et l'aristocratie, à réclamer la libération de tous les opprimés, juifs, comédiens, hommes de couleur des colonies. Il fut aux yeux du peuple, dès 1789, le représentant authentique de la démocratie politique. À l'automne 1789, il combattit avec vigueur le régime censitaire qui réservait à la richesse les droits politiques: il estimait que dans une société fondée sur l'inégalité des fortunes, le suffrage universel est un des rares moyens de contrebalancer la puissance de l'argent.

Il importe cependant de préciser les limites que Robespierre assignait à la démocratie politique. S'il sut en affirmer les principes dans toute leur force et toute leur ampleur, il ne manqua pas cependant de les infléchir selon les intérêts de la Révolution bourgeoise. Comment aurait-il pu en être autrement?

Lors des élections à la Convention, en septembre 1792, alors qu'il s'agissait d'élire des patriotes décidés et d'éliminer les modérés, Robespierre se prononça pour une pratique populaire de la démocratie: vote à haute voix, en présence du peuple, censure au scrutin épuratoire des élus. Mais lors qu'il apparut que la majorité des députés nommés par l'Assemblée électorale du département de Paris appartenaient à la Montagne, il n'en fut plus question: les principes n'avaient été affirmés que par souci tactique.

Il en alla de même pour le contrôle et la révocabilité des élus par le peuple souverain, réclamés par les sections parisiennes et soutenus par Robespierre en septembre 1792. Lorsque, le 24 juin 1793, au cours de la discussion du projet de Constitution, Héroult de Séchelles présenta un chapitre intitulé „De la censure du peuple contre ses députés et de sa garantie contre l'oppression du corps législatif", Couthon fit rejeter ce projet et Robespierre se tut. Le Gouvernement révolutionnaire

une fois instauré par le décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793), le Comité de Salut Public ne toléra même pas le simple rappel du droit du peuple à contrôler et à révoquer ses élus.

En fait leur idéal politique portait les masses populaires et leurs militants, non pas vers la démocratie libérale, telle que la concevait la bourgeoisie et à laquelle se ralliait finalement Robespierre, mais vers une pratique populaire de la démocratie: cette dernière se serait caractérisée par le contrôle des élus, le droit du peuple à les révoquer, certains procédés comme le vote à haute voix ou par acclamation. Il y avait sur ce point opposition fondamentale entre bourgeoisie, même jacobine, et sans-culotterie parisienne. Chef d'une révolution à soutien populaire, mais à direction bourgeoise, il était exclu que Robespierre se prononçât pour une pratique populaire de la démocratie politique.

II

Défenseur, mais dans les limites d'une révolution bourgeoise, de la démocratie politique, Robespierre a fini par s'inscrire avec Saint-Just parmi les protagonistes de la démocratie sociale. Disciple de Rousseau, il estimait que l'inégalité des richesses peut réduire les droits politiques à n'être qu'une vaine apparence, et qu'à l'origine de l'inégalité parmi les hommes, il n'y a pas seulement la nature, mais aussi la propriété individuelle.

Les exigences politiques de la défense révolutionnaire et nationale contre l'aristocratie l'amènèrent en 1793 à des vues plus hardies. „La force des choses, déclare Saint-Just le 8 ventôse an II (26 février 1794), nous conduit peut-être à des résultats auxquels nous n'avions pas pensé". Pour assurer le triomphe de la Révolution et l'indépendance nationale, l'alliance de la bourgeoisie montagnarde et du peuple sans-culotte était nécessaire. Encore fallait-il l'attacher à la République: „Un peuple qui n'est pas heureux n'a pas de patrie", avait déclaré Saint-Just. le 29 novembre 1792.

L'idéal social des Robespierristes, comme celui des sans-culottes, était une société de petits producteurs indépendants, possédant chacun son champ, sa boutique ou son échoppe, et capable de nourrir sa famille sans recourir au travail salarié. L'homme vivant de son travail, sans rien devoir à personne: cet idéal à la mesure de la France populaire de la fin du XVIII^e siècle. était conforme aux aspirations du petit paysan et du journalier agricole, de l'artisan et du compagnon, comme du bou-tiquier. Cet idéal des Robespierristes correspondait aux conditions économiques de la majorité des producteurs du temps; mais il était en

contradiction avec l'évolution profonde de l'économie qui tendait à la concentration capitaliste.

L'expression la plus nette de cet idéal, Robespierre la formula à propos du droit de propriété, dans son discours du 24 avril 1793, sur un projet de nouvelle Déclaration des droits de l'homme. Selon lui, la propriété est „une institution sociale”, dont il propose la définition suivante: „La propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion de biens qui est garantie par la loi”. Le droit de propriété n'est donc plus un droit naturel et imprescriptible, comme l'avait affirmé la Déclaration de 1789; il s'inscrit dorénavant dans des cadres sociaux et historiques.

Cependant, par le libre jeu des lois économiques, la grande propriété et le privilège de la richesse apparaissent de nouveau, avec toutes leurs conséquences néfastes pour la démocratie. Robespierre restaure donc la notion de droit social: la communauté nationale intervient pour maintenir une égalité relative, en reconstituant la petite propriété, à mesure que la concentration tend à la détruire. Il s'agit d'éviter la reconstitution du monopole de la richesse comme la formation d'un prolétariat dépendant.

De là, les lois montagnardes sur le partage égal des successions, sur la vente des biens nationaux en petits lots, sur le partage des communaux. De là, les décrets de ventôse an II, par lesquels Saint-Just faisait attribuer „aux patriotes indigents” les biens des suspects. Ainsi se réaliserait cet idéal d'une société égalitaire que Saint-Just précisait dans ses *Institutions républicaines*: „Donner à tous les Français les moyens d'obtenir les premières nécessités de la vie, sans dépendre d'autre chose que des lois et sans dépendance mutuelle dans l'état civil”.

Ces idées mises en avant par les Robespierristes venaient du fonds commun de la pensée philosophique du siècle influencé par Rousseau. Surtout, elles présentaient certaines contradictions que la logique des événements porta finalement au grand jour.

Robespierre ne concevait pas que ce régime de petits propriétaires indépendants, arrivé à un certain degré d'évolution, se détruisait lui-même par l'inévitable concentration. La propriété fondée sur le travail personnel disparaît alors au profit de la propriété fondée sur le salariat.

Robespierre demeurait d'autre part partisan de l'économie libérale. Comme ses collègues du Comité de salut public, il répugnait à l'économie dirigée. Comme eux, il n'accepta la loi du maximum général du 29 septembre 1793 que contraint et forcé: la réquisition et la taxation étaient nécessaires pour conduire une grande guerre nationale. Pour démocratique et populaire qu'elle fût devenue, la Révolution n'en de-

meurait pas moins bourgeoise: le gouvernement taxa donc les salaires comme les prix. Cette politique d'économie dirigée heurtait la bourgeoisie, même jacobine, parce qu'elle supprimait la liberté économique et restreignait le profit.

Quant aux sans-culottes, tant qu'ils furent puissants dans Paris, ils enlevèrent des augmentations de salaires. Après la condamnation d'Hébert et du groupe cordelier (4 germinal an II — 24 mars 1794), la Commune robespierriste entreprit de redresser la situation des entreprises dont le profit tendait à se réduire: elle publia, le 5 thermidor (23 juillet 1794) le maximum des salaires parisiens, véritable baisse autoritaire des salaires. Dans une société de structure bourgeoise, le Gouvernement révolutionnaire ayant à se prononcer, il ne pouvait le faire qu'au profit des possédants, au détriment des salariés. Mais il précipita ainsi sa chute.

III

Apôtre de la démocratie politique et initiateur de la démocratie sociale, Robespierre fut aussi, et essentiellement, l'homme du Gouvernement révolutionnaire.

La Révolution française apparaît comme un épisode grandiose des luttes des classes. Dès 1789, Robespierre fut l'interprète le plus résolu de la résistance à l'aristocratie. Il ne cessa de dénoncer le complot aristocratique et la trahison de la Cour. En 1792, il s'opposa avec clairovoyance à la guerre: elle ne ferait qu'aggraver le péril intérieur et exposerait la nation à l'ambition d'un général victorieux.

La guerre une fois déclarée en avril 1792, et la trahison se donnant libre cours, Robespierre ne cessa d'exhorter les patriotes à juguler la trahison et à renforcer la défense nationale. C'est en ce sens qu'il soutint l'insurrection populaire du 10 août 1792 qui renversa le trône, comme les journées populaires des 31 mai — 2 juin 1793 qui éliminèrent les Girondins de la Convention. Le 27 juillet 1793, Robespierre entra au Comité de salut public: il fut dès lors l'animateur intransigeant de la défense nationale et révolutionnaire.

Robespierre avait souvent affirmé qu'on ne gouverne pas en temps de guerre comme en temps de paix: il justifia ainsi le Gouvernement révolutionnaire dont le but est de fonder la République, et la Terreur qui n'est autre que „la justice prompte, sévère, inflexible". Robespierre ne se dissimulait pas le danger qu'entraînait la suspension des garanties légales qui, en temps normal, sauvegardent les droits de l'homme et du citoyen. Aussi, à la Terreur il donne un correctif, la vertu „qui n'est autre chose que l'amour de la patrie et de ses lois".

Robespierre fut, tout autant que Carnot, „l'organisateur de la victoire". Si le Comité de salut public put lever, équiper et nourrir quatorze armées et les mener à la victoire (Fleurus est du 25 juin 1794), il n'y réussit que grâce à la levée en masse, à la réquisition, à la nationalisation des fabrications de guerre: toutes mesures qui ne purent être mises en oeuvre que parce que le Gouvernement révolutionnaire disposait d'une autorité sanctionnée par la Terreur. Incorruptible animateur du Gouvernement révolutionnaire, Robespierre fut par là même l'artisan de l'indépendance nationale.

Un mois après la victoire de Fleurus, le 9 thermidor an II (27 juillet 1794), Robespierre et ses amis tombaient; le Gouvernement révolutionnaire ne leur survivait pas. En fait la chute du Gouvernement révolutionnaire à direction bourgeoise et à soutien populaire était inscrite dans la marche de l'histoire: la victoire s'affirmant, les contradictions éclatèrent.

Formée d'éléments divers, ne constituant pas une classe et donc dépourvue de conscience de classe, la base sociale du Gouvernement révolutionnaire se disloqua au printemps 1794, une fois le but en vue. Les Jacobins ne pouvaient lui donner l'armature nécessaire: eux non plus ne constituaient pas une classe, encore moins un parti de classe, qui eût été un instrument efficace d'action politique. Le régime de l'an II reposait sur une conception spiritualiste des rapports sociaux et de la démocratie: les conséquences lui en furent fatales.

De l'éducation du collège, Robespierre avait reçu une formation spiritualiste. Il avait en horreur le matérialisme des Encyclopédistes. Faisant instaurer le culte de l'Être suprême par son rapport du 18 floréal an II (7 mai 1794), il agit à la fois par conviction personnelle et en politique soucieux de donner au peuple un culte qui ménagât ses habitudes et consolidât la morale. Dans les circonstances du printemps de l'an II l'instauration du culte de l'Être suprême visait encore à ressembler dans une même foi l'unité de diverses catégories sociales, Montagnards, Jacobins, sans-culottes, qui avaient soutenu le Gouvernement révolutionnaire et que les antagonismes dressaient maintenant les uns contre les autres. En fait, le culte de l'Être suprême engendra un nouveau conflit, en dressant contre Robespierre les partisans de la déchristianisation comme ceux de la laïcité de l'État.

Au printemps 1794, le Gouvernement révolutionnaire apparaît coupé des masses; „la Révolution est glacée", déclare Saint-Just. Mais ni Robespierre, ni Saint-Just ne peuvent donner une explication, faute d'avoir prêté une attention suffisante au problème des rapports du mouvement populaire et du Gouvernement révolutionnaire.

En 1793, par l'effet même du succès populaire, la sans-culotterie parisienne avait vu fondre ses cadres. Bien des militants entrèrent dans les administrations épurées: l'efficacité du Gouvernement révolutionnaire était à ce prix. Mais alors apparut un nouveau conformisme. L'exemple des commissaires révolutionnaires des sections parisiennes est à cet égard significatif: d'abord simples militants, ils se transformèrent en quelques mois en fonctionnaires dociles. Ce processus de bureaucratisation entraîna un ralentissement de la vie politique et un affaiblissement de la démocratie dans les sections parisiennes, puis la paralysie graduelle de l'esprit critique et le fléchissement du contrôle populaire sur le Gouvernement révolutionnaire dont l'autoritarisme se renforça. Ainsi s'introduisit une contradiction insurmontable entre Gouvernement révolutionnaire et mouvement populaire, et se prépara le chemin de Thermidor.

Robespierre périt victime des contradictions de son temps et de ses contradictions propres. Il lui a manqué une compréhension exacte des nécessités historiques. Il a su donner une justification théorique du Gouvernement révolutionnaire; mais il est resté désarmé devant les réalités économiques et sociales de son temps. Contre l'aristocratie, il fut le combattant de la révolution bourgeoise et de l'indépendance nationale. Mais par ses origines, sa sensibilité et sa formation, il était porté à concilier les intérêts de la bourgeoisie et ceux des masses populaires. De là ses vains efforts pour fonder une république égalitaire, quand l'évolution portait à la concentration de la richesse et du pouvoir aux mains de la bourgeoisie. Ainsi se mesure l'antagonisme irréductible qu'il peut y avoir entre les aspirations d'un homme ou d'un groupe social et l'état objectif des nécessités historiques.

STRESZCZENIE

Rola Robespierre'a w rewolucji francuskiej XVIII w. z uwagi na ładunek emocjonalny nie została właściwie określona, wystarczy choćby tylko przypomnieć spór Aularda z Mathiezem. Wyjaśnienie tej kwestii ma na celu niniejsze studium.* Robespierre pochodził ze środowiska drobnomieszczańskiego, wrogiego przywilejom i arystokracji. Pod wpływem Rousseau ukształtował swój ideał polityczny. Jako adwokat od r. 1781 żył w Arras dostatnio, chociaż się nie wzbogacił. Jego zamiło-

* Odczyt wygłoszony 15 III 1963 r. na posiedzeniu międzywydziałowym Lubelskiego Towarzystwa Naukowego.

wania i poglądy drobnomieszczańskie zyskały mu popularność wśród wyborców. Od r. 1789 jako deputowany stanu trzeciego zwalczał w Zgromadzeniu Narodowym przywileje, bronił uciśnionych, aktorów, Żydów i różnokolorową ludność kolonii. Jako przedstawiciel demokracji politycznej wysuwał żądanie głosowania powszechnego, występując przeciwko wprowadzonemu systemowi cenzusowemu, broniącemu kapitalistów. Jednak zgodnie z założeniami demokracji liberalnej ster państwa pragnął powierzyć burżuazji, do mas ludowych zwracał się tylko o poparcie dla nowej formy rządu.

Zgodnie z nauką Rousseau w nierówności ekonomicznej upatrywał zarodek nierówności politycznej, dlatego był przeciwnikiem wiejskiej własności prywatnej. Ciężkie położenie polityczne Francji zagrożonej w r. 1793 najazdem koalicji doprowadziło go do wniosku o konieczności sojuszu jakobińskiej Góry z sankiulotami. Jego ideał społeczny, ograniczony interesami ekonomicznymi drobnomieszczaństwa oraz posiadaczy drobnych gospodarstw wiejskich był rażąco sprzeczny z rozwojem gospodarczym kraju, który zmierzał wówczas do kapitalistycznej koncentracji. Robespierre był przeciwnikiem planowanej gospodarki — występował przeciwko opanowaniu drożyzny przy pomocy cen maksymalnych oraz przeciwko rekwizycjom, niezbędnym do prowadzenia wojny narodowej z najazdem koalicji. Rząd jakobiński w społeczeństwie mieszczańskim bronił interesów klas posiadających a nie mas pracujących, dlatego też przyspieszył swój upadek.

Jako członek rządu rewolucyjnego Robespierre zwalczał zdradę, popierał powstanie ludowe z 10 sierpnia 1792 r., obalające monarchię, oraz powstanie trwające od 31 maja do 2 czerwca 1793 r., które usunęło deputowanych Żyrondy z Konwentu. Od 27 lipca 1793 r. działając w Komitecie Ocalenia Publicznego Robespierre był zwolennikiem stosowania podczas wojny terroru, jako surowego wymiaru sprawiedliwości stojącej na straży bezpieczeństwa ojczyzny i praworządności. Na równi z Carnotem był „organizatorem zwycięstwa”, dzięki ogłoszeniu pospolitego ruszenia, rekwizycji oraz nacjonalizacji zakładów przemysłu wojennego. W ten sposób nieprzekupny Robespierre stał się obrońcą niepodległości narodowej.

Z przeprowadzonej przez autora wnikliwej analizy działalności Robespierre'a dowiadujemy się, dlaczego załamały się stołeczne masy ludowe, stanowiące podporę rządu jakobińskiego. W następstwie tego w miesiąc po zwycięstwie pod Fleurus (27 VII 1794 r.) padł Robespierre jako ofiara sprzeczności epoki i sprzeczności własnych. Jego dążenia do pogodzenia interesów burżuazji i mas ludowych w celu utworzenia republiki ludowej załamały się pod naporem sił burżuazji skupiającej

bogactwa i władzę. Upadek Robespierre'a był wynikiem konfliktu zachodzącego między dążeniami jednostki, a nawet grupy społecznej i obiektywnym stanem konieczności dziejowych.

РЕЗЮМЕ

Роль Робеспьера во французской революции XVIII в. не определена еще надлежащим образом, ибо авторы подходят к ней весьма эмоционально. Примером может быть хоть бы спор Aularda с Mathiez. Автор посвящает статью этому спорному вопросу*.

Робеспьер был выходцем из мелкобуржуазной среды, враждебно относящейся к привилегиям и аристократии. Его политическое мировоззрение формировалось под влиянием Руссо. Был он с 1781 года адвокатом в Агас и жил там зажиточно, но богатым не был. Его мелкобуржуазные увлечения и взгляды были причиной его популярности среди избирателей. Как депутат с 1789 года от третьего сословия в Национальном Собрании он вел там борьбу против привилегий, защищал угнетенных, актеров, евреев и цветное население колоний. В качестве представителя демократии требовал всеобщего голосования, выступал против введенной в пользу капиталистов цензовой системы выборов. Но согласно взглядам либеральной демократии, он желал отдать бразды правления буржуазии, к народным массам обращался только с целью получения поддержки для нового строя.

Согласно учению Руссо Робеспьер усматривал в экономическом неравенстве источник политического неравенства, поэтому был противником крупной частной собственности. Под влиянием политического положения Франции в 1793 году, которой угрожало нашествие иностранных держав, он пришел к заключению, что необходим союз якобинцев с санкюлотами. Его общественное мировоззрение, ограниченное экономическими интересами мелкой буржуазии и владельцев мелких сельских участков, находилось в ярком противоречии с экономическим развитием страны, характеризующимся концентрацией капитала. Как противник планового хозяйства Робеспьер выступал против максимальных цен, имеющих целью борьбу с дороговизной и против реквизиций, которые были необходимы для ведения народной войны против иностранной коалиции. Якобинское

* Доклад в Люблинском Научном Обществе 15 III 1963 г.

правительство в мелкобуржуазном обществе защищало интересы имущих классов против трудящихся. Все это привело его к падению.

В качестве члена революционного правительства Робеспьер боролся с изменой, поддерживал народное восстание 1792 г. (10 августа), свергнувшее монархию и восстание 1793 г. (31 мая — 2 июня), исключившее жирондистов из Конвента. Как член (с 27 июля 1793 г.) Комитета Общественного Спасения Робеспьер был сторонником применения во время войны террора в виде суровых судебных приговоров во имя охраны безопасности отечества и законности. Вместе с Карно был он „организатором победы” благодаря объявленному всеобщему ополчению, реквизициям и национализации предприятий военной промышленности. Таким образом, неподкупный Робеспьер стал защитником национальной независимости.

Автор старается обстоятельно выяснить, анализируя деятельность Робеспьера, почему народные массы, оплот Якобинского правительства, не оправдали надежд и отступили. В следствие этого месяца спустя после победы под Fleurus (27 VII 1794) пал Робеспьер — жертва противоречий характерных для эпохи и для него самого. Его стремления примирить интересы буржуазии и народных масс для создания народной республики потерпели неудачу в следствие противодействия со стороны буржуазии, в руках которой находились власть и богатство. Его падение было следствием конфликта между стремлениями личности или общественной группы и объективной исторической необходимостью.